

Alassane Ouattara solennellement investi président de Côte d'Ivoire

àrib News, 22/05/2011 – Source AFP – Près de six mois après son élection et une crise politique meurtrière confinant à la guerre civile, le nouveau président ivoirien Alassane Ouattara a été investi samedi 21 mai en présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies Ban Ki-moon, d'une vingtaine de chefs d'Etat africains et de Nicolas Sarkozy qu'il avait accueilli à l'aéroport. La cérémonie placée sous le signe de la réconciliation et d'une Côte d'Ivoire "rassemblée" s'est déroulée dans la matinée à Yamoussoukro, la capitale administrative et politique du pays, lieu de naissance du "père de la Nation" Félix Houphouët-Boigny, dont Alassane Ouattara fut le dernier Premier ministre entre 1990 et 1993.

Elu le 28 novembre, vainqueur de l'élection devant Laurent Gbagbo le 3 décembre par le Conseil constitutionnel ivoirien, Alassane Ouattara n'avait officiellement été proclamé président que le 5 mai et avait prêté serment le lendemain à Abidjan, la plus grande ville et capitale économique du pays. Hier, les dirigeants africains avaient commencé à affluer à Yamoussoukro, une "petite" ville de quelque 250.000 habitants, en ébullition depuis quelques jours dans la perspective de l'événement célébré dans les rues par des milliers de personnes chantant et dansant. Parmi les chefs d'Etat présents, le Burkinabè Blaise Compaoré, le Gabonais Ali Bongo, le Sénégalais Abdoulaye Wade, le Nigérien Goodluck Jonathan qui dirige actuellement la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest et Teodoro Obiang Nguema, le président de la Guinée équatoriale et de l'Union africaine (UA). Entre autres personnalités, on retiendra également la présence du Secrétaire général de l'ONU, du président de la Commission de l'UA Jean Ping, du Premier ministre kenyan Raila Odinga qui avait servi de médiateur dans la crise ivoirienne, et donc de Nicolas Sarkozy, seul chef d'Etat occidental à avoir fait le déplacement. "C'est important d'être ici, c'est un symbole pour la démocratie" a déclaré Nicolas Sarkozy après une séance de poignées de main avec des jeunes partisans de son homologue ivoirien qui lui a glissé dans un sourire "Vous avez vu, tout le monde a dit merci Sarko".

Avant la cérémonie d'investiture qui s'est déroulée sur le site de la Fondation Félix Houphouët-Boigny protégée par de nombreux hommes des Forces armées publiques de Côte d'Ivoire et des Casques bleus, les deux hommes ont partagé un petit déjeuner, l'occasion de s'entretenir de visu de diverses considérations économiques et sécuritaires, notamment le maintien de la force française Licorne dont les effectifs ont été doublés au plus fort de la crise post-électorale. Sitôt la cérémonie achevée, en début d'après-midi, Nicolas ne passera qu'un peu plus de sept heures sur place avant de se rendre à Abidjan pour s'adresser aux ressortissants français de la ville et aux militaires du dispositif Licorne. Depuis l'arrestation le 11 avril de Laurent Gbagbo, le président battu à l'élection, mais qui refusait de céder le pouvoir, la Côte d'Ivoire panse lentement ses plaies. Les fonctionnaires ont repris le travail, les écoles ont rouvert et l'économie redémarre progressivement. Après des mois de conflit fratricide et plus particulièrement quinze jours de guerre à l'arme lourde, le pays reste cependant marqué par les exactions commises par des partisans des deux camps et nombre des réfugiés qui avaient fui leur domicile sont encore loin de chez eux. A l'heure de la reconstruction et de la réconciliation promise par le nouveau président ivoirien qui a créé une commission ad hoc, la situation sécuritaire s'est sensiblement améliorée, mais reste précaire, en particulier dans l'ouest du pays où, début mai encore, les autorités accusent des mercenaires libériens en fuite après la chute de Gbagbo d'avoir tué plus de deux cents personnes. Concernant ces crimes comme tous ceux commis depuis le second tour de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010, Alassane Ouattara promet que leurs auteurs seront punis y compris ceux qui se revendiquaient de lui. A cette fin, il a demandé à la Cour pénale internationale de mener l'enquête sur les affaires les plus graves. Dans le même temps, la justice ivoirienne enquête sur les actions des figures de l'ancien régime dont beaucoup sont actuellement en résidence surveillée, à commencer par l'ancien président Laurent Gbagbo et son épouse Simone. Cette page définitivement tournée, son successeur doit former un nouveau gouvernement à très court terme, tandis que des élections législatives sont prévues d'ici la fin de l'année.